

# Ces profs prônent la désobéissance

Des universitaires et des citoyens suisses ont annoncé leur soutien au mouvement Extinction Rebellion. Parmi eux, trois professeurs de l'Université de Neuchâtel expliquent leur choix.

PAR BAYRON.SCHWYN@ARCINFO.CH

Par leur signature, ils avaient créé la controverse sous la Coupole fédérale. En octobre dernier, des universitaires et des citoyens de tout le pays avaient largement soutenu, dans une lettre ouverte publiée dans «Le Temps», le mouvement de désobéissance civile Extinction Rebellion (XR). Aujourd'hui, ils sont plus de 220 scientifiques à avoir paraphé le document qui dénonce notamment l'inaction du gouvernement suisse face à la crise climatique. Parmi eux, trois professeurs exerçant à l'Université de Neuchâtel exposent leur motivation.



**«Si j'admire notre système démocratique, j'estime par contre qu'il n'est pas du tout adapté aux changements rapides et profonds.»**

**PATRICK VINCENT**  
PROFESSEUR DE LITTÉRATURE ANGLAISE

ment). Quasiment rien n'a été entrepris depuis par nos gouvernements pour réduire les émissions de carbone dans le monde», déplore Patrick Vincent, professeur de littérature anglaise. «Le mouvement XR ne fait qu'exprimer la colère et la frustration de toutes celles et ceux qui ont compris la gravité de la situation», reprend-il.

«Les mesures à prendre pour ralentir la crise climatique seront nécessairement radicales. Les actions individuelles ne seront pas suffisantes. Il faut une volonté politique pour prendre des mesures qui réduisent les émissions. XR attire notre attention sur cela de manière implacable», soutient Adrian Bangerter, enseignant à l'institut de psychologie du travail et des organisations. Edward Mitchell, professeur en biodiversité du sol, justifie son soutien par trois raisons: «La réalité de la



Manifestation d'Extinction Rebellion au pied du Palais fédéral, à Berne, le 6 juin 2019. KEYSTONE

crise de la biodiversité», le sentiment que très peu de choses bougent dans le bon sens, et le fait que le mouvement XR est apolitique et non violent. «Ce relais populaire est probablement le dernier espoir qu'il nous reste pour que les choses bougent vraiment», affirme-t-il.

**«Montrer l'exemple»**

«Comme beaucoup, j'ai d'abord pensé que mon rôle était de générer du savoir et de le transmettre par mes cours et publications. Mais je pense que mon devoir de citoyen, et aussi celui d'académicien, est aujourd'hui de prendre



**«Ce relais populaire est probablement le dernier espoir qu'il nous reste.»**

**EDWARD MITCHELL**  
PROFESSEUR EN BIODIVERSITÉ DU SOL

un rôle plus actif. Ne pas le faire équivaut dans les faits à accepter le statu quo. Ce n'est pas défendable au vu de l'évidence de la dégradation rapide de la nature», ajoute-t-il.

**«Inévitablement politique»**

Patrick Vincent abonde: «Je suis convaincu que les universités doivent montrer l'exemple en sensibilisant la société au problème, et surtout en aidant à trouver des solutions. Cela dit, je n'utilise pas la salle de classe comme une tribune pour marteler mes idées ou faire la morale.»

Est-ce cependant bien judicieux de prendre publiquement une telle position? «Certains politiciens ont reproché aux académiciens d'avoir apporté leur soutien à XR, citant notre prétendu 'devoir de réserve'. Une idée désuète», assure Adrian Bangerter. L'académicien détaille: «Il est devenu impossible de parler de changement climatique sans que cela ait une dimension politique. Les scientifiques qui informent le public sur l'urgence climatique sont souvent remis en question et diffamés par les climatosceptiques. Communiquer l'urgence climatique est donc en soi un acte inévitablement politique.» Patrick Vincent rappelle un pan de l'histoire des mouvements sociaux: «La plupart des lois progressistes en Europe et aux Etats-Unis ont eu comme point de départ un mouvement de désobéissance civile. Si j'admire notre système démocratique, j'estime par contre qu'il n'est pas du tout adapté aux changements rapides et profonds.» Manifesteront-ils à l'avenir aux côtés des activistes? «Je ne suis pas impliqué de manière active, je leur apporte mon soutien moral, comme beaucoup d'autres. Mais je n'exclus pas me joindre à eux à l'avenir», explique Edward Mitchell. Et Patrick Vincent de conclure: «Je ne l'exclus pas, mais je préférerais que nos élus aient enfin le courage d'amorcer le tournant énergétique pour que d'autres actions ne soient plus nécessaires.»



**«Il est devenu impossible de parler de changement climatique sans que cela ait une dimension politique.»**

**ADRIAN BANGERTER**  
PROFESSEUR DE PSYCHOLOGIE DU TRAVAIL

## L'exercice d'équilibrisme de l'Office de la statistique

**NEUCHÂTEL** L'OFS veut répondre à une demande de statistiques toujours plus importante, tout en limitant le nombre d'enquêtes.

Comment bénéficier de statistiques solides sans surcharger les organisations par des demandes incessantes d'information? C'est cet exercice d'équilibrisme qui est au cœur du nouveau «programme pluriannuel de la statistique fédérale» pour les années 2020 à 2023.

Au sein de l'Office fédéral de la statistique, à Neuchâtel, on s'emploie à «l'utilisation multiple des données». Il s'agit de faire en sorte de limiter les en-

quêtes proprement dites, au profit de l'utilisation de données qui sont produites pour d'autres raisons. Ce qui suppose que les systèmes informatiques et les modes de récolte de l'information soient coordonnés et compatibles entre eux.

Un processus déjà décidé par le Conseil fédéral lors de la dernière législature et qui doit donc se poursuivre, selon les informations données par Georges-Simon Ulrich, direc-

teur de l'office, lors d'une conférence de presse.

**De nouvelles statistiques**

Ce processus technique se déroule dans un contexte où effectivement les domaines à investiguer sont de plus en plus nombreux.

Quelques exemples. Dans le domaine du travail par exemple, l'OFS souhaite pouvoir rendre compte des nouvelles formes d'activités professionnelles. Dans le



L'Office fédéral de la statistique, à Neuchâtel. LUCAS VUITEL

domaine de l'éducation, il est proposé de croiser l'observation des parcours de formation avec les enquêtes concernant les compétences acquises durant la formation, qui sont pour l'instant deux domaines séparés. Dans le domaine de l'énergie,

l'OFS mentionne son intention de livrer de nouvelles données sur la mobilité électrique, ou encore sur la production d'énergie des ménages pour leur usage propre. Ensuite, il faudra intégrer ces informations nouvelles dans le bilan énergétique, en te-

nant compte des exigences internationales (qui doivent permettre que les données livrées par chaque pays soient comparables entre elles).

**Harmoniser la production des données**

Dans le domaine judiciaire, il faut harmoniser la production des données de la police, de la justice pénale et de l'exécution des peines, ainsi qu'instituer un identificateur commun pour suivre, d'un point de vue statistique, les «carrières judiciaires».

De nouveaux thèmes doivent en outre faire leur apparition dans ce domaine: les violences faites aux femmes, la cybercriminalité et le placement d'enfants.

Enfin, dans le domaine des transports, l'OFS envisage pour 2025 une enquête basée sur les données livrées par les smartphones. **LOË**